



Malgré l'hostilité de la droite, des banques, des médias, des Etats-Unis...

Champ libre pour transformer l'Equateur

En élisant, le 30 septembre, une Assemblée constituante majoritairement acquise au président Rafael Correa, les Equatoriens lui ont mis toutes les cartes en main pour changer les règles du jeu politico-économique. Bien que largement battue dans les urnes, la droite se met en ordre de bataille pour affronter son projet : économie régulée, redistribution sociale, démocratie participative, intégration régionale, « socialisme du XXIe siècle »... Mais le vent du changement souffle sur toute la région.

Par Hernando Calvo Ospina

« *C'est maintenant que commence le défi du changement, lance Rocío Peralbo, journaliste et militante des droits de l'homme reconnue. Toutes les conditions sont favorables, nous serons les seuls coupables si nous échouons.* » Jamais l'histoire de l'Equateur n'avait vécu triomphe électoral aussi époustouflant. Le 30 septembre, 70 % des électeurs ont accordé leur confiance aux candidats du mouvement Alianza País (Alliance pays) (1), qui partagent le projet du président Rafael Correa. Avec quatre-vingts représentants sur cent trente, ils auront une majorité confortable à l'Assemblée constituante grâce à laquelle le chef de l'Etat veut « refonder la République » et mettre en œuvre un modèle de développement en rupture avec le néolibéralisme (2).

L'Alliance pays est née fin 2005. « *Ce n'était pas un regroupement d'illuminés, mais un mouvement qui se nourrissait des luttes et des efforts de nombreux secteurs sociaux et politiques* », explique M. Alberto Acosta, ancien ministre de l'énergie et des mines et futur président de l'Assemblée constituante. De ce mouvement est issu le candidat Correa, économiste et professeur d'université, vainqueur de l'élection présidentielle en novembre-décembre 2006. « *Nous étions des spécialistes de la protestation. En accédant au pouvoir, nous avons dû commencer à construire.* »

C'est à Quito, dans le palais Carondelet, un monument d'architecture coloniale, que se trouve le siège du gouvernement. Dans son sobre bureau, le président Correa affirme : « *Nous avons entrepris une "révolution citoyenne" qui doit nous amener à transformer radicalement, profondément et rapidement les structures de ce pays. Celles qui sont en place ne fonctionnent plus.* »

Chauffeurs de taxi, vendeuses de journaux, cireurs de bottes, employés de bureau... Tous – en tout cas beaucoup – croient en ce projet conduit par le chef de l'Etat. Dans un pays qui a connu huit présidents en dix ans, ils ne font aucune confiance au Congrès, qu'ils considèrent comme incompétent et corrompu. Un refus frappant de la « partitocratie » – c'est ainsi que M. Correa nomme les partis, fiefs et groupes dirigés par des caudillos qui dominaient jusque-là la scène politique. A tel point que, lors des élections qui le virent triompher à la présidentielle, son mouvement Alliance pays n'a présenté

aucun candidat aux législatives, laissant de ce fait le Congrès entre les mains de l'opposition. Et jouant à fond la carte de l'Assemblée constituante, qui pourrait se substituer à celui-ci.

Evêque d'Esmeraldas, Mgr Eugenio Arellano vit depuis plus de trente ans en Equateur, « *toujours très proche du peuple* », ce qui l'amène à avancer qu'il connaît... « *90 % de ses habitants* ». « *Ce nouveau gouvernement a généré un très grand espoir au sein de la population : celui d'améliorer radicalement ses conditions de vie.* » Affirmant que l'Eglise équatorienne a fait son choix, il ajoute : « *Nous devons soutenir, accompagner, devenir les propagateurs de cet espoir.* » Mais, comme le dit une expression populaire, « *le chemin est semé de couleuvres* ».

L'Equateur compte environ treize millions d'habitants. En 2006, d'après l'Institut national de statistiques et recensements (INEC) (3), 12,9 % des citoyens ne disposaient pas de 75 centimes d'euro par jour pour subvenir à leur alimentation et figuraient dans la catégorie des « indigents ». En moyenne, 38,3 % des Equatoriens vivaient dans une pauvreté chronique ; 60 % étaient sous-employés. D'après la même source, 26 % des familles ont eu recours à l'endettement, en 2006, pour faire face à des dépenses de type santé, alimentation, éducation, etc. Le reste des données économique-sociales est à l'avenant.

Les projets de développement du gouvernement de M. Correa trouvent leur source immédiate de financement dans le pétrole, dont l'Equateur est le cinquième producteur en Amérique latine. Les histoires de l'un et de l'autre – l'Equateur et le pétrole – étant étroitement liées.

En 1972, un coup d'Etat a mis au pouvoir « *des militaires nationalistes attachés à la souveraineté du pays* », raconte l'ancien contre-amiral Gustavo Jarrín, qui, à l'époque, fut nommé ministre des ressources naturelles et énergétiques. Jusqu'alors aux mains de multinationales américaines, l'exploitation pétrolière passe sous le contrôle de l'Etat. Plusieurs entreprises étrangères quittent le pays, les autres acceptent les conditions des militaires, y compris la réduction de la durée des contrats d'exploitation, qui passe de cinquante à vingt ans. En novembre 1973, l'Equateur intégrant l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), les Etats-Unis suspendent leur aide militaire. Mais, désormais, l'Etat perçoit 90 % des revenus pétroliers au lieu d'environ 5 %, provoquant les beaux jours de l'économie.

M. Jarrín se souvient avec passion qu'en 1978 le système démocratique est rétabli, avec l'arrivée au pouvoir du candidat d'un petit parti de centre gauche, Jaime Roldós. Celui-ci mourra le 24 mai 1981 dans un accident d'avion tenu pour douteux. Par la suite, et en moins de trente ans, la situation se renverse : de nouveau, 80 % des bénéfices pétroliers tombent dans les poches des transnationales. « *Dans certains cas, les terrains cédés aux exploitations pétrolières comprenaient même l'église et le parc du village !* »

Récupération des ressources pétrolières

« *Incroyable mais légal*, confirme M. Acosta. *C'est inscrit dans la Constitution. L'argument ? La liberté pour les investissements étrangers.* » Ministre de l'énergie et des mines dans le premier cabinet de M. Correa, et confronté à l'impossibilité de pouvoir changer quoi que ce soit dans le cadre des lois en vigueur – le Congrès étant toujours entre les mains de l'opposition –, il a démissionné en juin de sa fonction pour pouvoir se présenter comme candidat à l'Assemblée constituante. « *Le pétrole n'a pas été le garant du développement de l'Equateur, même s'il a été essentiel pour l'économie.* » De fait, les populations qui connaissent le plus fort indice de pauvreté – et de cancer ! – se trouvent dans les provinces pétrolières. « *On a détruit l'Amazonie, et deux peuples natifs ont disparu à cause du manque*

de dignité des gouvernements et de l'action des transnationales, qui ont agi comme des entreprises de démolition. »

La récupération des ressources pétrolières a été mise à l'ordre du jour dès la campagne de M. Correa. Comme au Venezuela, comme en Bolivie, les investisseurs étrangers seront les bienvenus s'ils se plient aux intérêts nationaux. *« Et l'ouverture commerciale à outrance ne sera pas acceptée, précise M. Acosta. Aucun des pays qui se sont ouverts de cette manière n'est sorti gagnant ; au contraire, ils ont énormément perdu. »*

Autre tâche stratégique : la conquête de la souveraineté régionale. *« Nous devons enterrer cette vision d'ouverture à l'Empire [les Etats-Unis] et de fermeture à l'égard de nos voisins. Il faut lutter pour l'intégration latino-américaine. »* Dans ce domaine, explique M. Correa, *« je suis un "ouvrier" de plus, aux côtés des présidents Hugo Chávez et Evo Morales. Sans oublier les chefs d'Etat du Brésil et d'Argentine, qui sont aussi dans cet état d'esprit. »* En août, Quito et Caracas ont ainsi signé un accord d'intégration énergétique portant sur la construction d'une raffinerie à Manabí (Equateur). Cette installation évitera désormais au pays d'exporter son pétrole brut (au prix des multinationales) pour l'importer une fois raffiné (au prix du marché mondial). *« L'intégration est nécessaire et inévitable, poursuit le président. Peut-être beaucoup de gens ne s'en rendent-ils pas compte, mais cette partie du monde vit un moment extraordinaire. Nous devons contribuer à construire la grande patrie dont rêvait Simón Bolívar. »*

Inutile de préciser que, dans les milieux conservateurs, ce discours nouveau ne fait pas sauter de joie. Journaliste vedette des espaces politiques de la chaîne Teleamazonas, Jorge Ortiz n'a que peu de doutes concernant la direction que prendra le projet de M. Correa : *« Il est fort probable qu'il va choisir le modèle économique "chaviste" ; il a déjà copié le concept de "socialisme du XXIe siècle", dont personne ne sait vraiment ce qu'il signifie. »* La proximité avec son homologue vénézuélien Chávez est l'argument le plus utilisé pour attaquer le président Correa. La comparaison ne doit rien au hasard. Depuis plusieurs années, la grande presse équatorienne matraque : M. Chávez est un *« démon »*, un *« fou »*, un *« communiste »*, qui a appauvri et divisé son peuple. Aucun besoin de changements structurels en Equateur, affirme Ortiz. *« Pourquoi ne pas conserver le modèle économique en place, puisqu'il a fonctionné jusque-là ? Il n'y a qu'à le renforcer. »*

Lors des interviews du président, le passé n'existe pas ; il semblerait que les problèmes du pays aient commencé le 15 janvier 2007, jour de sa prise de fonctions. L'objectif de certains journalistes étant, à l'évidence, de le *« coincer »*, celui-ci les désarme grâce à sa formation universitaire, à son excellente mémoire et parce qu'il est toujours bien informé. Il leur démontre qu'ils mentent, qu'ils spéculent avec les chiffres et les faits. Désespérés, ils attaquent de plus belle. Ortiz soutient qu'ils agissent avec lui comme ils le faisaient avec ses prédécesseurs. *« La différence, c'est que les autres acceptaient la contradiction, alors que lui est viscéralement intolérant. Il discrédite la presse pour se soustraire aux critiques et pouvoir de cette façon détruire le système démocratique existant. »*

Sans être *« corréiste »*, Rodrigo Santillán, ancien président de l'Union nationale des journalistes et président de son tribunal d'honneur, reconnaît que, dès l'instant où M. Correa *« a commencé à parler de la nécessité de changements dans les structures de la nation »*, il a subi une avalanche d'attaques et d'insultes *« en provenance des médias les plus importants »*. Santillán avoue qu'il a honte du spectacle donné par la profession : *« Au lieu d'être conduits devant le tribunal d'honneur, deux journalistes qui [lors d'une conférence de presse] ont publiquement insulté le président ont été convertis en héros (4). »* L'agressivité de l'un d'eux fut telle que le service de sécurité du chef de l'Etat dut l'expulser.

Dans un pays où il n'existe aucune chaîne publique de télévision ou de radio, M. Correa – qui compte remédier à cette situation insolite – se déplace chaque samedi dans une ville pour y « rendre des comptes » à la population. A chaque fois, il invite deux ou trois journalistes. Rocío Peralbo constate que, pour la première fois, ceux des médias alternatifs et provinciaux ont voix au chapitre. « *Cela n'a fait qu'accroître le malaise de la presse envers le président.* » La réponse de celui-ci a été claire et nette : « *Nous démocratisons l'information. Nous avons décidé de ne pas accorder davantage de privilèges à ceux qui, depuis toujours, sont privilégiés.* »

Au cours de l'année, en coordination avec les principaux médias équatoriens, quelques organisations internationales de défense de la liberté d'expression, détournant les yeux de cette collusion entre médias et pouvoirs économiques et financiers, ont protesté contre la décision présidentielle de ne pas accorder d'entretiens à certains journalistes. Là encore, le chef de l'Etat n'a pas mâché ses mots : « *Si certains m'ont insulté et ont déformé mes propos, j'ai, en tant que personne et président, la liberté d'expression de leur dire que je ne me prête pas à ce jeu-là au nom de la liberté de la presse.* »

L'ancien ministre Acosta voit un autre motif de tension dans le fait que, pour la première fois, un gouvernement « *n'a pas de rapport incestueux avec la presse. Nous ne sommes pas le seul pays au monde où cela se produit, mais ici il était normal que les propriétaires de médias se retrouvent nommés à des postes honorifiques n'ayant rien à voir avec la profession.* »

En Equateur, sur sept chaînes de télévision, six appartiennent à des groupes bancaires ou dépendent de clans financiers. Il n'est donc pas difficile de confondre liberté d'expression et liberté d'entreprise. « *La classe sociale formée par une centaine de familles, la même qui a tenu les rênes du pouvoir, affirme Mgr Arellano, a fabriqué l'opinion publique et généré une espèce de philosophie sociale en sa faveur, parce qu'elle possédait les plus grands médias d'information.* »

« *La démocratie est bonne, précise le président, jusqu'au jour où les intérêts du secteur oligarchique sont menacés. Jusqu'au jour où un gouvernement prétend redistribuer les richesses de la nation. A ce moment-là, l'agressivité de la presse se réveille. Donc, même si les grands médias et leurs journalistes ne sont pas responsables des maux du pays, ils y contribuent sérieusement.* » En ce qui le concerne, Santillán « sait » que l'ambassade américaine à Quito agit, discrètement, mais agit. « *Elle s'acoquine de plus en plus avec les grands médias. Qui sont ravis. Il ne manque pas grand-chose pour que la campagne de diabolisation du président devienne massive. C'est un premier pas vers la tentative de déstabilisation.* »

La détermination actuelle du gouvernement équatorien entre, vue depuis Washington, dans la catégorie de l'insoumission. « *Nous espérons que les Etats-Unis, mais aussi l'Union européenne ou n'importe quelle autre nation, vont nous respecter,* déclare avec fermeté M. Correa, *et qu'aucun n'essaiera de nous dicter les politiques que nous devons suivre, ni de réaliser un quelconque type d'intervention.* »

Toutefois, plus qu'une action des Etats-Unis contre le gouvernement, c'est actuellement le conflit en Colombie qui constitue une source d'inquiétude à Quito. Environ cinq cent mille Colombiens sont installés en Equateur ; nombre d'entre eux font partie des « déplacés » qui ont dû fuir les affrontements. Chaque jour, des centaines de personnes cherchent un refuge temporaire de ce côté de la frontière. Dans cette région limitrophe, la situation est parfois très tendue, même si le gouvernement équatorien et ses forces armées ont agi avec prudence et humanité.

M. Correa a annoncé qu'il ne s'immiscerait pas dans la guerre civile qui ravage le pays voisin. Qu'il ne qualifierait pas non plus la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) de groupe « terroriste ». Il a répété que son gouvernement est disposé à contribuer à la recherche d'une solution politique du conflit. Mais il reste catégorique en affirmant que « *le plan Colombie, mis en œuvre par Bogotá et Washington, est un plan militariste et violent qui, au lieu d'aider à résoudre la situation dramatique, n'a fait que l'aggraver* ».

Non seulement M. Correa a exigé de son homologue colombien Alvaro Uribe qu'il interrompe les aspersions aériennes sur les plantations de coca proches de la frontière, mais il a aussi averti que, si nécessaire, il porterait cette affaire devant les tribunaux internationaux. Des commissions gouvernementales et indépendantes ont reconnu les graves effets des produits chimiques utilisés sur les humains, l'eau, les animaux et les plantes. « *Notre voisin est un pays frère, mais nous devons mettre des limites au plan Colombie.* »

Une autre inquiétude existe par ailleurs à Quito : le gouvernement colombien pourrait être le cheval de Troie de Washington pour soutenir une tentative de déstabilisation du gouvernement équatorien. A plusieurs reprises, il a agi ainsi à l'égard du Venezuela.

Si le gouvernement ne bénéficiait d'un soutien populaire massif, pensent beaucoup, « *il y a longtemps qu'il y aurait eu une tentative de coup d'Etat* ». Néanmoins, toujours en contact avec les officiers de haut rang, le contre-amiral Jarrín assure : « *Je n'ai pas perçu la moindre intention chez eux de participer à une aventure de ce genre.* »

Il est vrai que le gouvernement est en train de gagner la sympathie des militaires grâce aux mesures qu'il a prises en leur faveur. Avec des conditions de travail et de vie pénibles, militaires et policiers n'ont pas été bien traités par le pouvoir dans le passé. De plus, d'importants projets de développement national sont confiés au corps d'ingénieurs des forces armées. L'initiative n'est pas du goût des entreprises privées et étrangères, mais le gouvernement défend la capacité de ces professionnels et rappelle que, en toute logique, une partie de l'argent investi de cette manière sera récupérée par l'Etat.

Jusqu'à présent, affirme-t-on au palais Carondelet, « *tout était fait en fonction du capital financier spéculatif, et non pas des générateurs réels de richesse* ». En Equateur, on a parfois atteint de telles contradictions que, tandis que le secteur productif se trouvait en crise, le secteur financier, qui l'administre, battait tous les records de bénéfices. « *Le problème, c'est que de nombreux chefs d'entreprise fraudent : ils ne payent pas les impôts, exploitent leurs travailleurs, ne respectent pas l'environnement, etc. Ceux-là doivent effectivement avoir quelques craintes avec notre projet de nouvel Etat. Ils préféreraient assister à la déstabilisation de ce gouvernement qu'ils ne pourront pas dominer.* »

Le journaliste Ortiz voit l'avenir d'un œil pessimiste, pour ne pas dire catastrophé. « *De grands affrontements vont éclater, en particulier parce que le président Correa est devenu un homme qui provoque la haine, les rivalités, les divisions entre Equatoriens.* » En revanche, Mgr Arellano propose une autre explication des difficultés à venir : « *La minorité de privilégiés s'acharne à mettre fin à ce projet de vie. Le choc viendra de leur côté, car on va s'en prendre à leurs privilèges démesurés. Ils se sentent comme l'enfant à qui l'on retire le sein qui le nourrit : ils pleurent.* »

Hernando Calvo Ospina.

Hernando Calvo Ospina

Journaliste. Auteur notamment de *Sur un air de Cuba*, Le Temps des cerises, Pantin, 2005, et de [Rhum Bacardi. CIA, Cuba et mondialisation](#), EPO, Bruxelles, 2000.

(1) Auquel se joignent quelques alliés comme le Mouvement populaire démocratique (MPD) et le mouvement indigène Pachakutik.

(2) Dirigé par l'ancien président Lucio Gutiérrez, démis de ses fonctions par une mobilisation populaire en avril 2005, le Parti société patriotique (PSP) n'a que légèrement dépassé 7 % des voix. Le Parti renouvateur institutionnel action nationale (Prian), du magnat de la banane Alvaro Noboa, a obtenu 6,5 % des suffrages. La quatrième place revient au Parti social-chrétien (PSC, 3,7 %), qui a dirigé la politique équatorienne durant deux décennies.

(3) « Las condiciones de vida de los Ecuatorianos », [Instituto nacional de estadística y censos](#), Quito, 2006.

(4) Emilio Palacios, du quotidien *El Universal*, et Alfonso Espinosa de los Monteros, directeur des journaux télévisés sur la chaîne de télévision Ecuavisa. Ce dernier refusa la place de vice-président qu'on lui proposa au PSC lors de l'élection de 2006.